

**Zeitschrift:** Domaine public

**Band:** - (2016)

**Heft:** 2124

**Artikel:** Pas de vraie sécurité alimentaire sans développement durable : l'initiative populaire de l'Union suisse des paysans approuvée par la droite au Conseil national

**Autor:** Delley, Jean-Daniel

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1023421>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 21.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Pas de vraie sécurité alimentaire sans développement durable

L'initiative populaire de l'Union suisse des paysans approuvée par la droite au Conseil national

Jean-Daniel Delley - 03 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29417>

Lors de la session de printemps, le Conseil national a débattu six heures durant de l'initiative de l'Union suisse des paysans (USP) [«Pour la sécurité alimentaire»](#). Un débat qui a largement occulté une question centrale: l'agriculture suisse telle que pratiquée actuellement est-elle durable?

Rappelons tout d'abord le contexte.

La [Politique agricole 2014-2017](#), approuvée par le Parlement au printemps 2013, représente un pas vers une agriculture un peu moins productiviste. En particulier la suppression de la contribution par tête de bétail et l'introduction du critère de la surface herbagère disponible visent à freiner l'élevage hors sol à base de fourrages importés ([DP 2015](#)).

Craignant l'échec, l'USP a renoncé à lancer un référendum. Son initiative populaire constitue en quelque sorte un exercice de rattrapage visant à rassurer le monde agricole - son organisation faîtière est toujours à la pointe du combat - et à occuper un terrain que lui contestent à coups d'initiatives [les Verts](#) et les [associations paysannes dissidentes](#).

Le texte de l'USP se limite à des généralités - renforcer l'approvisionnement en

denrées indigènes, lutter contre la diminution des terres cultivées notamment. Des revendications déjà prises en compte par la législation en vigueur.

Au cours du [débat](#) au Conseil national, les partisans de l'initiative, pressés de préciser les mesures propres à concrétiser ce texte, ont été incapables de répondre, se contentant de justifier leur demande par des formules creuses telles que *«rendre leur fierté aux paysans»* ou bien *«ouvrir des perspectives aux jeunes»*.

Curieusement, les représentants de l'UDC se sont montrés très soucieux de la diminution constante des surfaces cultivées, eux qui ont combattu avec force la dernière révision de la loi sur l'aménagement du territoire alors qu'elle vise précisément une protection renforcée de la zone agricole. Les mêmes ont insisté sur le nécessaire accroissement de la production indigène, par définition de meilleure qualité que les produits importés et, à leurs yeux, condition essentielle de notre souveraineté.

Dans sa [dernière édition](#), *pro natura magazine* publie un dossier consacré aux *«grandes dépendances de l'agriculture conventionnelle»*. Les paysans suisses sont toujours plus

dépendants de moyens auxiliaires importés: pesticides, engrais de synthèse, fourrages concentrés, machines, carburant. Tel est le prix d'une agriculture qui prétend se libérer des conditions naturelles de notre pays.

Notre cheptel bovin, trop nombreux, ne peut se nourrir de la seule herbe locale. Engraissé aux concentrés importés, il produit des quantités de lait que le marché ne peut absorber à un prix couvrant les coûts. On est bien loin de la souveraineté prônée par nos nationalistes-conservateurs. Et surtout très loin d'une agriculture durable productrice d'aliments sains.

Le modèle industriel prôné par l'USP implique une consommation énergétique élevée, provoque la contamination des sols et des eaux, la pollution de l'air ainsi que la réduction de la biodiversité. Les pesticides et les engrais répandus en quantité, tout comme les antibiotiques administrés aux animaux, se retrouvent dans nos aliments. Le Suisse [Hans-Rudolf Herren](#), expert mondialement reconnu de la production agricole, ne mâche pas ses mots: *«Tout le système ne vise qu'à servir les intérêts des multinationales de l'agrochimie.»*

Le débat au Conseil national a

soigneusement évité d'aborder ces questions. Et l'USP persiste à prôner une politique qui condamne à terme une

agriculture durable, alors que cette dernière préserve les sols et respecte les équilibres naturels.

Et il s'est trouvé une majorité de députés (UDC, PDC et une partie des libéraux-radicaux) pour soutenir cette initiative.

## La formation duale, nouvel Eldorado suisse

*Le mirage des longues études*, un stimulant livre de Rudolf Strahm

Jacques Guyaz - 05 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29427>

Pendant longtemps, la banque helvétique formait un voile qui cachait la réalité de la Suisse aux yeux de l'étranger. La presse des autres nations considérait notre prospérité exclusivement à l'aune de nos entreprises financières, comme si nous étions une sorte de Jersey ou de Bahamas échouées au cœur du continent.

La fin du secret bancaire a déchiré ce voile, aussitôt remplacé par un autre lieu commun, certes beaucoup plus agréable à entendre: nous sommes un pays riche grâce à l'apprentissage, à la formation duale, ce mélange de l'acquisition de savoir-faire dans l'entreprise et de connaissances à l'école.

Dans son dernier livre, [Le mirage des longues études](#), Rudolf Strahm défend cette thèse avec vigueur. Il constate que les pays d'Europe à faible taux de chômage des jeunes valorisent l'apprentissage et connaissent des systèmes plus ou moins développés de formation duale. C'est le cas du bloc germanique formé de la

Suisse, de l'Autriche et de l'Allemagne – Strahm insiste sur cette unité des pays de culture allemande – ainsi que des Pays-Bas et du Danemark.

Partout ailleurs la formation professionnelle s'effectue dans des écoles à plein temps. C'est ainsi que la Finlande, régulièrement en tête des enquêtes Pisa pour la qualité de son enseignement secondaire, connaît un taux élevé de chômage des jeunes et n'a pas de formation duale. Rudolf Strahm souligne que le taux de chômage croît en Suisse du Bodan au Léman, tout comme le taux d'universitaires. Genève, canton le plus rétif à l'apprentissage, est aussi celui où le chômage est le plus élevé.

Le rôle très positif de l'apprentissage en Suisse est une évidence que Rudolf Strahm développe brillamment. Il vaut mieux avoir des professionnels bien formés qui travaillent que des titulaires de diplômes universitaires, chômeurs aux débouchés incertains comme dans certains pays voisins. Aux yeux de

Strahm, la France avec son chômage de masse et ses universités surpeuplées est un contre-exemple absolu.

Mais avant de remplacer l'évangile du secret bancaire par celui de la formation duale, il vaut la peine d'y regarder de plus près.

Et d'abord ne pas confondre corrélation et relation de cause à effet. Si l'apprentissage est très développé en Suisse orientale, c'est aussi en raison d'un tissu ancien de PME industrielles très performantes qui ont un besoin important de techniciens qualifiés. Si les études universitaires sont plus développées en Suisse romande, la présence d'un environnement économique orienté vers les services, les sièges d'entreprises et la recherche y est pour beaucoup. D'ailleurs Bâle-Ville et Zurich ne forment proportionnellement pas davantage d'apprentis que les cantons romands, comme le montrent les chiffres cités par Strahm lui-même.

Le long de l'Arc jurassien, les